

## CONFÉRENCE SUR L'ANTICORRUPTION À L'EPSE

# S'en inspirera-t-on pour la bonne gouvernance ?

❖ B. Mustapha

L'austérité annoncée par le gouvernement impliquant des contrôles stricts dans tous les secteurs pour rationaliser les dépenses publiques, soulève la question de la bonne gouvernance devenue ces derniers temps un leitmotiv sur la bouche des responsables à tous niveaux. L'École préparatoire en Science Economiques, Commerciales et Science de Gestion d'Annaba s'y intéresse de près. C'est à ce titre qu'une conférence sous le thème « L'entente et la corruption dans les marchés publics » sera animée demain, au niveau de cette école préparatoire, par l'une des plus grandes spécialistes mondiales de la lutte contre la corruption, la professeure Ariane Lambert-Mogiliansky.

La conférencière est l'une des figures emblématiques de la lutte

contre la corruption, elle est actuellement enseignante à l'École d'Économie de Paris, et responsable de la chaire Economics of Transparency and Accountability. Madame Ariane Lambert-Mogiliansky jouit ainsi d'une grande réputation, et est consultante anticorruption pour plusieurs pays, dont la Russie, l'Ukraine, la France, la Croatie, la Bulgarie, la Suède, la Tunisie, le Maroc et beaucoup d'autres encore.

L'intervention du professeur Ariane, devrait s'articuler sur quatre grands axes, à savoir les enjeux de la lutte contre la corruption, les liens existants entre l'entente et la corruption, le favoritisme et la corruption dans le domaine des travaux publics et pour finir elle établira un état des lieux concernant la corruption en Algérie.

Depuis des années, les scandales politico-financiers relativement aux

marchés publics, n'ont cessé de faire les unes de la presse nationale. Ces affaires ont impliqué des élus locaux ou nationaux, et des fonctionnaires dans le cadre d'attribution de marchés publics.

La bonne gouvernance passe automatiquement par l'éradication du fléau de la corruption, puisque cela a un effet direct et immédiat sur les dépenses publiques et sur les ressources des contribuables.

À Annaba, la mafia de l'immobilier s'est organisée en un cartel qui s'accapare des marchés publics, qui représentent près de 70% des activités du secteur du BTP, grâce à des pratiques peu orthodoxes souvent accompagnées d'actes de corruption. Il devient donc nécessaire de combattre activement ces méthodes. Les conseils, recommandations et orientations que donnera la professeure Ariane Lambert-Mogi-

liansky, au cours de la conférence qu'elle animera demain, pourraient s'avérer fort utiles à nos dirigeants, si la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption font réellement partie de leurs préoccupations.